



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 26333-11
portant modification de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1994 modifié
autorisant la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
à exploiter un dépôt de liquide inflammable
sur le territoire de la commune de Vern-sur-Seiche**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-46 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 19 novembre 2025 portant nomination du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine, M. Franck ROBINE ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1994 modifié autorisant la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sur la commune de Vern-Sur-Seiche, au 12 rue de la Croix Rouge ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le porter à connaissance de la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE reçu le 19 février 2024 concernant le changement d'affectation du bac P 516, stockant initialement du gasoil et devant stocker prochainement de l'essence ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 décembre 2025 ;

VU le courrier en date du 12 janvier 2026 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

VU les observations de l'exploitant par courrier en date du 23 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification d'affectation du BAC P 516 est considéré comme notable mais non substantiel conformément à l'article R. 181-46 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a toutefois lieu de modifier les prescriptions réglementaires de l'arrêté d'autorisation du 18 octobre 1994 modifié ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Nouvelles prescriptions

Les dispositions de l'article 6 de la section III de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1994 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« 6.4) Le bac P 516 est aménagé en stockage de liquides inflammables volatils dont la pression de vapeur saturante est supérieure à 25 kilopascals à 20 °C (ou tension de vapeur équivalente à 37,8 °C de 50 kilopascals), tels que définis à l'article 6.2 de la présente section.

Il est équipé :

- d'un joint de poteau de guidage et d'un dispositif « Helicoat » ou équivalent permettant une réduction très significative des émissions de COV ;
- de deux gouttières d'un diamètre de 6 pouces permettant de limiter la surface d'évaporation du liquide inflammable en cas de débordement. Les gouttières seront implantées en prenant en compte la localisation des détecteurs d'hydrocarbures présents dans la cuvette afin d'assurer une détection la plus précoce possible ;
- d'un détecteur de liquide inflammable et d'un détecteur gaz dans la sous-cuvette associée au bac P 516. »

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes :

1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au préfet d'Ille-et-Vilaine) ou hiérarchique (adressé au ministre compétent) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés dans les conditions fixées par l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

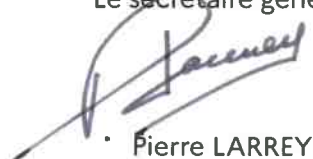
- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vern-sur-Seiche et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Vern-sur-Seiche et à la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE.

Fait à Rennes, le **18 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Pierre LARREY